



La course aux rankings : pour le meilleur... ou pour le pire ?

Position de la Fédération des Étudiant(e)s
Francophones (F.E.F.) adoptée au Conseil fédéral
du 7 mai 2007



TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction	- 3 -
2. Définition et contextualisation	- 4 -
3. La logique des rankings et ses dangers	- 5 -
3.1. La loi du plus fort	- 5 -
3.2. Une vision réductrice de la qualité	- 5 -
3.3. Une pertinence relative	- 6 -
3.4. Un enseignement à plusieurs vitesses	- 7 -
3.5. Stimuler la fuite des cerveaux.....	- 8 -
4. Une méthodologie douteuse / obscure / nébuleuse	- 9 -
4.1. Les risques engendrés par les critères pris en compte :.....	- 10 -
4.1.1. Nouvelles orientations des budgets et des énergies	- 10 -
4.1.2. Plus de quantitatif dans la recherche	- 10 -
4.1.3. Une incitation à l'uniformisation	- 11 -
4.1.4. Une vision positive de la sélectivité	- 11 -
4.2. Le manque de fiabilité des critères :	- 12 -
4.2.1. Les sauts dans les classements.....	- 12 -
4.2.2. L'internationalisation	- 12 -
4.2.3. La réputation.....	- 12 -
5. Conclusion et pistes d'actions	- 14 -



1. Introduction

Le portail internet de l'UCL le clamait haut et fort le 10 octobre 2006 : l'UCL est passée cette année de la 88^e à la 76^e place mondiale du classement publié par le *Times Higher Education Supplement*. Elle est la première université belge classée, la 7^e institution francophone et la seconde université complète francophone dans le monde, poursuit le texte du portail. Gageons que rien de tel n'est apparu sur le portail de l'ULB ce jour-là, puisque cette université chutait, quant à elle, de la 76^e place à la 165^e place du classement ! Qu'a-t-il bien pu se passer dans ces deux institutions pour que leurs positions relatives changent à ce point en une seule année ? A-t-on complètement perdu la boule à l'ULB ? Ou serait-ce plutôt les classements qu'il faudrait qualifier de folie et de menace pour notre système d'enseignement supérieur ?

Les classements internationaux des universités, ou rankings, ont aujourd'hui pris une place démesurée dans les discours des acteurs de l'enseignement universitaire. Être bien placé dans un tel classement est ainsi devenu un des objectifs majeurs de celles et ceux qui dirigent les grandes universités de la Communauté française¹. Il était donc indispensable que la FEF prenne une position sur ce phénomène qui prend une ampleur de plus en plus grande et qui pourrait avoir des conséquences sérieusement néfastes pour les étudiants des universités de la Communauté française.

La position défendue dans cette note est une double opposition aux rankings. Une opposition de principe d'abord : les rankings répondent à une logique concurrentielle qui envisage l'enseignement uniquement du point de vue de la valeur marchande que l'on peut en tirer. Une opposition sur la méthodologie utilisée ensuite : les rankings utilisent une méthodologie qui, non seulement, est incompatible avec plusieurs des principes fondamentaux qui caractérisent nos universités, mais, en plus, manque aussi de fiabilité.

¹ « Quel futur l'UCL se choisit-elle ? Notre réponse est claire : notre université doit faire partie des meilleures universités ; concrètement, elle doit figurer parmi les quinze, voire les dix meilleures universités complètes en Europe. », Discours de rentrée 2006 du Recteur Bernard Coulie (UCL). « Mon troisième plaidoyer sera donc pour une Université francophone de Belgique unie et solidaire, [...] fière de la position à laquelle ses synergies la feront inévitablement accéder parmi les meilleures institutions de la planète dans les classements internationaux désormais incontournables », Discours de rentrée 2006 du Recteur Bernard Rentier (ULg).



2. Définition et contextualisation

Qu'est-ce qu'un ranking ? On peut le définir en gros comme un classement international et périodique des universités qui repose sur un certain nombre de critères et qui a pour but, en objectivant la dimension « qualité » de ces institutions, de déterminer où elles se situent les unes par rapport aux autres et quelles sont les meilleures universités du monde.

Mais pourquoi a-t-on besoin de comparer les universités, et de déterminer laquelle est la meilleure ? Ceci ne peut se comprendre qu'au regard du contexte actuel dans lequel évolue l'enseignement supérieur. Sans reprendre intégralement le contenu des différentes positions de la FEF sur la marchandisation de notre enseignement, il est indéniable que les rankings jouent un rôle central dans la concurrence accrue que se livrent les universités entre elles. Dans ce contexte concurrentiel, l'objectif suprême à atteindre est celui de l'attractivité : la meilleure université, c'est en effet désormais celle qui attire un grand nombre d'étudiants venus du monde entier.

Dans cette optique, être reconnue comme une université de qualité par des périodiques sérieux, qui se basent sur des critères prétendument objectifs, peut jouer un rôle positif dans la politique d'attractivité d'une université. Mieux, on ne se contente pas de dire que telle université est bonne, on dit qu'elle mieux que telles et telles autres ! Une université élue « produit de l'année » peut ainsi beaucoup plus facilement être en position de force par rapport à ses concurrents. Elle bénéficiera d'une forte visibilité internationale grâce à la surmédiation de ces classements.

Pour les universités européennes, le défi de la concurrence est encore plus grand : actuellement, les universités qui trônent en tête des rankings sont les universités américaines. Voilà une situation assez incompatible avec la stratégie de Lisbonne qui veut que l'économie de la connaissance de l'Union européenne devienne la plus compétitive du monde (voir la toute fraîche note de la FEF à ce propos) ! L'enjeu sera donc ici de parvenir à suivre le modèle des « meilleurs » pour se frayer une place à la tête des classements.



3. La logique des rankings et ses dangers

3.1. La loi du plus fort

La logique des rankings pose problème. Suivre les mouvements des universités dans les classements et adapter ses politiques pour gagner des places, c'est en effet, pour les universités, jouer pleinement le jeu de la concurrence, c'est confirmer qu'il faut tout mettre en œuvre pour être reconnue comme la meilleure université, comme la plus compétitive. Jouer pleinement le jeu de la concurrence, c'est s'obliger, faute de moyens financiers suffisants, à demander aux entreprises de financer des recherches en prenant le risque de perdre son autonomie. C'est aussi se diriger vers une surenchère infinie de moyens et d'énergies mis en jeu, car lorsqu'une université investit pour monter dans les rankings, les autres universités n'ont pas d'autres choix que suivre et dépasser cette université en adoptant des politiques similaires.

Tout cela se fonde sur une vision purement instrumentale de l'enseignement supérieur, qui devient alors perçu uniquement comme un instrument utile à une économie compétitive, négligeant par là ses missions traditionnelles. Une université doit former des citoyennes et des citoyens responsables, doté-e-s d'un esprit critique leur permettant de remettre en question la société à laquelle elles/ils sont amené-e-s à contribuer. Une université doit promouvoir la diversité dans son enseignement et dans sa recherche en étant la plus ouverte possible aux différentes approches, cultures, et disciplines. Une université doit être au service de la connaissance pour la connaissance, du savoir pour le savoir, sans perdre de vue son rattachement à la société, mais sans, non plus, se mettre au service du monde des entreprises ou d'autres intérêts privés. Une université, comme toute institution d'enseignement supérieur, doit avoir un rôle social pour permettre à chacun-e de suivre la formation qu'il/elle choisit sans aucune barrière financière. Or, la logique des rankings va à l'encontre de certains de ces principes et passe à côté des autres. Est-ce réellement dans l'intérêt des étudiant-e-s ou, plus généralement, de la société, de voir l'université réduite à un tel rôle ? Nous sommes convaincus que ce n'est pas le cas.

3.2. Une vision réductrice de la qualité

Cette vision d'un enseignement supérieur qui se doit d'être compétitif prend comme critère d'évaluation celui de la qualité. La qualité est cependant impossible à observer comme telle et est difficilement quantifiable, si bien que toute application pratique de l'évaluation de la



notion abstraite de qualité nécessite la mise en place d'outils mesurant des paramètres concrets prétendument représentatifs de la qualité. Ceux qui établissent des rankings déterminent ainsi quels sont les éléments qui permettent de dire qu'une université est de qualité, et, a fortiori, davantage « de qualité » que les autres. Or, le fait de déterminer la qualité selon certains critères et d'écartier d'autres critères considérés comme non quantifiables ou non pertinents constitue un choix qui est dicté par certaines valeurs et n'est donc pas neutre. De plus, comme il est délicat, voire impossible, de mesurer les résultats d'un enseignement, les éditeurs de classement en sont souvent réduits à mesurer crûment les moyens – et non leur efficacité – mis en œuvre par les universités, comme par exemple la taille des auditoriums. Encore une fois, cette analyse des moyens ne peut toutefois se faire que grâce à un modèle de référence de l'enseignement idéal.

Plus fondamentalement, analyser la qualité d'un établissement grâce à quelques critères facilement observables que l'on compile selon une vision assez réductrice de la complexité et de la diversité du monde universitaire amène à un modèle d'université idéale qui ne correspond pas aux valeurs de la représentation étudiante. Nous ne sommes évidemment pas contre le fait de promouvoir la qualité des universités, mais nous ne pensons pas que la qualité puisse se résumer à l'excellence dans certains domaines de recherche ou la réputation d'un établissement. La définition que l'on donne à la notion de qualité doit englober davantage toutes les missions de l'université si on veut prétendre la mesurer. C'est là un des gros problèmes des rankings : on oublie que les universités combinent des missions d'enseignement et de recherche qu'il est difficile d'évaluer simultanément et que tous les domaines d'étude enseignés au sein d'un établissement ne se valent pas forcément, et on prétend, en prenant quelques secteurs de la politique d'une université, juger de sa qualité dans son ensemble. On part donc d'un a priori d'uniformité qui néglige la diversité intrinsèque à l'université.

3.3. Une pertinence relative

Même si l'on arrivait à prendre en compte l'ensemble des facettes d'une université dans les rankings, on pourrait néanmoins continuer à s'interroger sur leur pertinence. Si comparer certains éléments spécifiques entre plusieurs universités (par exemple, la qualité de l'accueil des étudiants étrangers ou la méthode d'enseignement) peut être utile pour permettre aux futur-e-s étudiant-e-s de faire un choix éclairé, ce genre de comparaison se révélerait en effet difficile s'il devait prendre en compte l'ensemble des aspects de la politique d'une université. Les paramètres à examiner seraient dans ce cas si nombreux que la comparaison en perdrait toute cohérence.



Il faut en outre souligner la distinction séparant ce genre de comparaisons des classements internationaux. Avec des comparaisons, il n'y a pas forcément un bon et un mauvais qui sont désignés, et l'étudiant-e voit simplement quelle université répond le mieux à ses attentes. Si une comparaison met en évidence certaines lacunes d'une université, cela peut en outre même l'inciter à faire des efforts dans tel ou tel domaine, en s'inspirant par exemple des bonnes pratiques de ses homologues. À l'inverse, dans un classement, on ne peut tirer qu'une conclusion : telle université est bien ou mal classée. Les choix qu'elle fera alors pour tenter de se maintenir ou de grimper dans les rankings seront guidés par la volonté d'améliorer non plus sa qualité intrinsèque, mais bien sa « qualité » perçue telle qu'elle est mesurée par les classements.

3.4. Un enseignement à plusieurs vitesses

Les rankings encouragent par ailleurs un système d'enseignement à plusieurs vitesses, qui existe déjà aux États-Unis où cette course aux classements est née². On risque d'arriver, à terme, à un système où l'on a, d'une part, les universités reconnues internationalement pour leur « qualité », extrêmement bien financées, qui attirent les professeurs les plus reconnus et les étudiants les plus ambitieux et les plus riches, et d'autre part, la masse de toutes les autres universités qui n'auront pas réussi à jouer le jeu de la concurrence et qui accueilleront la grande majorité des étudiant-e-s rejeté-e-s par un système élitiste.

Cette dynamique, où l'on désigne des bons et des mauvais en fonction des positions dans les rankings, alimente une perception manichéenne de l'offre de l'enseignement et favorise l'acceptation par tous d'une dialectique de l'excellence. Il ne faut pas croire que la définition donnée à l'excellence soit garante d'égalité. En effet, dans le jargon d'enseignement sup' international, la poursuite de l'objectif d'excellence ne vise pas à développer l'émancipation de chacun des étudiants au maximum de leur potentiel mais bien l'établissement d'un enseignement pour les « meilleurs ». La FEF rejette de telles dérives et plaide plus que jamais pour la concrétisation d'un enseignement de qualité accessible à tous.

² A lire notamment l'article de Maxime Lambrecht dans la journal de l'AGL, la Savate, du mois de décembre (n°325), consultable sur le site www.aglouvain.be.



3.5. Stimuler la fuite des cerveaux

L'argument le plus souvent avancé pour justifier les rankings est celui du droit de l'étudiant à la comparabilité des formations. Si la FEF réclame plus de transparence dans la composition des cursus, elle s'oppose par ailleurs à l'utilisation de cet argument pour justifier l'instauration d'un climat de compétition académique internationale. Loin de se contenter d'arguments faciles, elle dénonce l'agenda caché en filigrane de ces rankings. De fait, ces rankings entrent dans la stratégie des défenseurs de la dimension externe³ du processus de Bologne en encourageant la fuite des cerveaux des pays tiers. La FEF a toujours plaidé, dans le cadre de ses engagements sociaux divers, à l'émancipation de chacun. En outre, elle exige des représentants de l'enseignement de Communauté française, souscripteurs de la Déclaration de Bologne, le rejet de tels programmes visés à voler les cellules grises étrangères qui, en outre, font office de bonnes excuses pour diminuer le financement public de l'enseignement.

³ i.e. L'écho du processus de Bologne dans les pays tiers, entendons par là, le reste du monde. En effet, l'une des préoccupations majeures des activateurs du Processus de Bologne actuellement est d'envisager par une série de programmes la promotion de Bologne partout ailleurs.



4. Une méthodologie douteuse / obscure / nébuleuse

Le classement, grâce à sa présentation numérique et tabulée, c'est-à-dire quantitative et statistique, donne une impression d'objectivité même si les critères de qualité retenus par les éditeurs de classements ne sont pas toujours quantifiables.

Pour parler de la méthodologie des classements, nous nous concentrerons sur trois des classements qui ont le plus de poids : les *US News and World Report College and University rankings* (USNWR), le *Times Higher Education Supplement World University Rankings* (THES), et le *Academic Ranking of World Universities* de l'université Shanghai Jiao Tong (Shangai)⁴.

Tout d'abord, le **ranking du USNWR** propose un classement basé sur l'enseignement : il repose sur une méthodologie secrète, donc non évaluable, dans laquelle interviennent les éléments suivants : une évaluation par les pairs, les taux de poursuite et d'abandon des études par les étudiants, les ressources en personnel enseignant, la sélectivité de l'institution envers les candidats étudiants, les ressources financières ; et les dons réalisés par les anciens étudiants ou *alumni*. Remarquons d'emblée que certains critères ne sont pas quantitatifs ou objectifs, comme l'évaluation par les pairs, et/ou se basent sur la réputation, comme la sélectivité (indépendamment de sa qualité réelle, à nombre égal de places disponibles, plus une université est attractive, plus elle doit en effet être sélective). De plus, les critères se concentrent sur les ressources à la disposition de l'université et non sur les résultats atteints grâce à celles-ci en terme de qualité, si ce n'est la simple obtention du diplôme.

Ensuite, le **classement du THES** se base à la fois sur l'enseignement et la recherche, avec comme critères l'évaluation par les pairs, l'internationalisation, les ressources et les citations dans des revues scientifiques.

Enfin, le **classement Shangai** se focalise sur la recherche et comptabilise le nombre de citations ou de prix Nobel parmi les chercheurs de l'institution. Il prend toutefois aussi en compte les prix Nobel parmi les anciens étudiants.

⁴ <http://www.usnews.com/sections/rankings>, <http://www.thes.co.uk/worldrankings/> et <http://ed.sjtu.edu.cn/ranking.htm>.



4.1. Les risques engendrés par les critères pris en compte :

4.1.1. Nouvelles orientations des budgets et des énergies

Comme nous l'avons dit plus haut, les rankings, même s'ils prétendent juger globalement la qualité d'une université, ne prennent en compte que certains de ses éléments spécifiques. Ceci comporte certains dangers, comme celui de réorienter les parts du budget en fonction de ce qui peut rapporter en terme de place dans les rankings au détriment d'autres postes considérés comme moins « rentables ».

Ainsi, vu que les critères retenus tournent le plus souvent autour de la recherche, la tentation est grande pour les universités de consacrer des parts de plus en plus grandes de leur budget à la recherche en délaissant, par exemple, leurs missions sociales ou pédagogiques. De la sorte, si une université décide de diminuer les parts de son budget consacré à l'encadrement des étudiants, il n'y aura aucune conséquence pour sa place dans un classement international, elle sera toujours une université d'aussi bonne qualité de ce point de vue. Mais dans le même temps, la même université pourra décider d'investir l'argent ainsi économisé dans la recherche en sciences appliquées afin de monter dans les classements

De plus, ceux qui établissent les rankings ont souvent tendance à analyser des éléments aisément quantifiables, comme le nombre de publications ou la taille des auditoires. Si une université décide de se mettre en conformité avec les mesures statistiques des classements, par exemple en demandant à son personnel de publier plus d'articles plus courts ou d'écrire en anglais (comme c'est le cas à l'UCL), elle pourra espérer grimper dans les classements sans que cela n'ait la moindre influence sur sa qualité réelle. Tous les moyens sont bons pour arriver premiers dans la course aux rankings, même le dopage !

Les universités peuvent dès lors améliorer considérablement leur classement en prenant simplement des mesures purement cosmétiques qui ne visent qu'à accroître leur visibilité internationale. Cette course aux rankings apparaît donc finalement comme une perte de temps et d'énergie qui pourraient être mieux investis ailleurs.

4.1.2. Plus de quantitatif dans la recherche

Les critères visant à évaluer la recherche reposent fréquemment sur la comptabilisation des citations dans les revues scientifiques prestigieuses. Cette méthodologie est fortement contestable car elle fait la part belle au quantitatif plutôt qu'au qualitatif (alors qu'on prétend juger



la qualité !). Un chercheur qui publie beaucoup ne produit pas forcément des recherches de qualité. Bien au contraire, à forcer les chercheurs à publier trop rapidement, on les amène à produire des recherches partielles, à écrire des articles similaires dans différentes revues, à ne pas prendre le temps de prendre distance. Cette méthodologie est également biaisée en faveur des sciences exactes et médicales dont les recherches se traduisent en articles courts, qui peuvent plus facilement être traduits en anglais. Pour les sciences humaines, qui sont pour la plupart marquées par l'absence d'un paradigme clair qui fait consensus, les articles sont en général plus longs et parfois plus particuliers à des situations locales (ce qui rend leur publication dans des revues prestigieuses plus compliquées).

4.1.3. Une incitation à l'uniformisation

En appliquant les mêmes critères à tous, les rankings encouragent une certaine forme d'uniformisation. Ils prennent pour référence un modèle d'université de qualité que les différentes universités du monde sont invitées à imiter.

A l'heure actuelle, cette référence est systématiquement anglo-saxonne. Ceci se traduit dans divers domaines, comme par exemple le privilège accordé à la pédagogie dite active plus spécifique au modèle anglo-saxon. Toutefois, cela nuit au classement des universités européennes qui ne se conforment pas à ce moule sans que leur enseignement soit nécessairement moins bon, mais simplement parce qu'il suit une logique différente. En classant mal les institutions n'obéissant pas à la logique anglo-saxonne, on présuppose donc que ce modèle est le meilleur et qu'il s'agit pour tous de l'imiter, mais rien ne permet de dire si c'est vraiment le cas.

4.1.4. Une vision positive de la sélectivité

La sélectivité est prise comme un critère de qualité en ce qu'il présuppose une certaine attractivité des universités qui sont obligées de sélectionner les étudiants. Limiter l'accès aux études s'oppose toutefois frontalement aux principes fondamentaux de la FEF, inutile de réécrire ici l'ensemble des notes qui portent sur ce thème. Nous ne pourrions dès lors pour notre part jamais percevoir des limitations d'accès aux études universitaires comme un critère de qualité, mais plutôt comme une discrimination sociale instaurant un système profondément inéquitable et élitiste.



4.2. Le manque de fiabilité des critères :

4.2.1. Les sauts dans les classements

Comment peut-on comprendre que la VUB ait pu gagner 126 places en an (259 à 133) ou que l'ULB en ait perdues 89 (76 à 165) ? Ceci montre une assez grande instabilité des classements dans deux institutions qui n'ont pourtant globalement pas tellement changé en une année académique. Cette instabilité pose problème : en l'absence de changement fondamental dans l'institution touchée, faut-il croire le classement de l'an dernier ou celui de cette année ? A-t-on vraiment pris sur tous les mouvements des classements ? Ces sauts dans les rankings devraient logiquement décrédibiliser leur méthodologie, mais ceci ne semble pourtant jusqu'à présent pas amener de nombreux acteurs du monde universitaire à remettre en question le système.

4.2.2. L'internationalisation

L'internationalisation de l'université est un exemple de critère sur lequel l'université n'a pas forcément de prise : ainsi, une université localisée dans une grande métropole aura naturellement un public plus international qu'une institution située dans un milieu plus rural, sans que cela n'améliore pour autant sa qualité intrinsèque. Dans la même idée, une université située dans un pays anglophone accueillera potentiellement bien plus d'étudiants étrangers qu'une université située dans un pays dont la langue a un rayonnement international plus limité. Certes, aux yeux des étudiants, l'internationalisation peut être un avantage grâce à la richesse culturelle qu'elle apporte, mais ce n'est souvent pas à l'université que revient le mérite de cet état de fait.

4.2.3. La réputation

Dans la plupart des classements, c'est le « peer review » (l'évaluation par les pairs) qui est le critère qui a le plus de poids. Ceci est assez paradoxal : on prétend établir des classements internationaux pour déterminer de manière rigoureuse et objective quelles sont les meilleures universités en prenant pour critère principal la réputation que l'université a dans le milieu universitaire.

On ne peut s'empêcher de se poser la question de l'utilité de rankings qui, dès lors, donnent des résultats globalement conformes au prestige actuel des universités et les confortent notamment en les rendant plus attractives. De plus, si les étudiants accordent une certaine attention à ces classements et tentent d'intégrer la meilleure université qui leur est



accessible, ils permettront à cette université de gagner encore des points grâce à sa sélectivité.

Si, de surcroît, le financement des universités dépend⁵ au moins partiellement de ces classements, alors les classements ne font que renforcer les cercles vertueux dont bénéficient déjà ces institutions. Ils encouragent donc une allocation inefficace des moyens publics, puisque ceux-ci ne sont pas alloués à ceux qui développent les meilleures pratiques mais bien à ceux qui capitalisent leur prestige. Les classements accélèrent ainsi la constitution d'un système d'enseignement supérieur à deux vitesses.

⁵ En Flandre, l'allocation de certains fonds publics destinés aux universités dépend depuis quelques années en partie du volume de leurs citations dans les revues scientifiques. Inutile de préciser que certains recteurs ne rêvent que de passer à un système similaire...



5. Conclusion et pistes d'actions

Les classements sont, en principe, difficilement réalisables, car il est compliqué d'en concevoir un qui tienne compte des préférences d'un public étudiant diversifié sans en revenir à des notions très réductrices de réputation et de visibilité qui engendrent de nombreux effets pervers. Comme la notion de qualité est difficilement objectivable, les rankings n'ont dès lors qu'un intérêt promotionnel et ne permettent pas aux institutions concernées de les prendre en compte pour s'améliorer, tout en favorisant la constitution d'un espace d'enseignement supérieur à deux vitesses. Ils ne correspondent donc non seulement pas à l'image de l'enseignement supérieur ouvert, citoyen et humaniste que nous défendons, ils sont de plus nuisibles.

Concrètement, que pouvons-nous faire ? Les éditeurs de classements obtiennent la plupart de leurs données grâce à la collaboration des universités qu'ils contactent. Si celles-ci cessent de leur fournir des données, ils auront le plus grand mal à réaliser leurs classements. Un tel boycott n'est pas utopique ; certaines universités ou facultés prestigieuses le pratiquent⁶ déjà. Une autre solution, moins radicale, serait de collaborer avec d'autres universités afin de constituer un réseau alternatif de critères de qualité qui mettraient mieux en évidence nos valeurs. Notons, toutefois, que la position la plus cohérente est d'être opposé à toute forme de classement et de tout mettre en œuvre pour les court-circuiter au lieu de perdre des énergies, du temps et de l'argent, à être le plus performant dans ce système.

⁶ Comme, par exemple, aux Etats-Unis, le Reed College, la Pennsylvania Wharton School, la Harvard Business School